

NOS ENGAGEMENTS ...

L'EXIGENCE DE NOS VALEURS

D'aucuns se questionnent encore sur la légitimité d'une organisation syndicale à s'aventurer sur le terrain des valeurs et à rejeter sans ambiguïté les idées d'extrême droite ainsi que les partis politiques qui les portent.

Solidaires Finances Publiques, et avant lui le SNUI, n'ont pourtant jamais cessé de dénoncer les politiques discriminatoires, les discours xénophobes et les atteintes aux principes d'égalité qui fondent notre fonction publique. Depuis de nombreuses années, nos publications analysent également les conséquences que pourraient avoir l'arrivée du Rassemblement National et de ses alliés au pouvoir, tant pour les agentes et agents que pour les missions de service public. Vous retrouverez ainsi dans nos archives de nombreuses analyses consacrées aux conséquences pour les fonctionnaires, mais aussi aux impostures du programme du Rassemblement National, notamment en matière de fiscalité et de justice sociale.

Plusieurs critiques ou arguments reviennent régulièrement. Ils méritent d'être examinés sereinement.

"NOTRE SYNDICAT NE DEVRAIT PAS FAIRE DE POLITIQUE"

Il est souvent affirmé qu'un syndicat devrait se limiter aux seules questions professionnelles. Ce raisonnement supposerait que les missions exercées à la DGFIP évoluent dans une bulle, indépendante des choix effectués par les gouvernements.

Notre organisation est indépendante de tout parti politique et refuse toute instrumentalisation partisane. Cette indépendance n'interdit pas de constater une évidence : les politiques publiques déterminent directement les moyens de notre administration, nos missions, nos emplois, nos rémunérations et nos conditions de travail.

Chaque suppression d'emploi, chaque restructuration, chaque remise en cause d'une mission, chaque gel du point d'indice résulte de décisions politiques. Les

défendre, les combattre ou proposer d'autres choix relève pleinement de l'action syndicale.

Défendre les personnels de la DGFIP, c'est aussi défendre le service public auquel ils consacrent leur travail.

"UN SYNDICAT N'A PAS À DIRE POUR QUI VOTER"

Nous partageons en réalité une grande partie de cette affirmation.

Nous ne donnons pas de consigne de vote en faveur d'un parti politique et nous ne transigeons pas sur notre indépendance.

En revanche, nous assumons pleinement une position constante : pas une voix pour l'extrême droite.

Il ne s'agit pas de choisir un parti plutôt qu'un autre mais de rappeler que certaines idéologies sont incompatibles avec les valeurs d'égalité, de solidarité, de justice sociale et de lutte contre toutes les discriminations qui fondent notre engagement syndical.

"LE RASSEMBLEMENT NATIONAL : ON N'A JAMAIS ESSAYÉ"

Cet argument est devenu de plus en plus difficile à soutenir.

Le Rassemblement National et l'extrême droite exercent désormais des responsabilités dans de nombreuses collectivités territoriales et disposent d'une représentation parlementaire importante. Leur action peut donc être observée et évaluée.

Par ailleurs, l'absence passée d'accès au pouvoir national ne saurait effacer les fondements d'un projet politique construit autour de la préférence nationale, de la remise en cause de certains droits et d'une vision profondément inégalitaire de la société. Les analyses réalisées par nos camarades de VISA

(Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes), notamment sur les « mairies brunes », illustrent concrètement les conséquences que peuvent avoir ces politiques lorsqu'elles sont mises en œuvre.

Enfin, derrière un discours parfois présenté comme favorable aux classes populaires, de nombreuses propositions économiques et fiscales ont régulièrement privilégié les ménages les plus aisés et les grandes entreprises, bien loin des intérêts des agentes et agents de la fonction publique comme de l'ensemble du monde du travail.

Nous vous invitons à lire attentivement le témoignage publié dans la page suivante. Il relate l'expérience d'un camarade directement confronté à l'extrême droite dans l'exercice de ses missions. Ce récit montre que ces idées ne restent pas cantonnées aux débats médiatiques : elles peuvent produire des pressions concrètes sur les agentes et les agents, sur leurs missions et parfois même sur leur engagement syndical, réel ou supposé.

Il serait sans doute plus confortable de garder le silence. Pourtant, face à la banalisation progressive des idées d'extrême droite, se taire reviendrait à renoncer à ce qui fonde notre engagement.

Notre syndicalisme ne défend pas seulement des revendications salariales ou statutaires. Il porte également une certaine conception du service public, de l'égalité entre toutes et tous, de la solidarité et de l'émancipation.

C'est pourquoi Solidaires Finances Publiques continuera, sans ambiguïté et sans compromission, à combattre les idées d'extrême droite, partout où elles cherchent à s'imposer.